

Le Journal de Michel Welter, député et ministre socialiste (1914-1916)

Germaine GOETZINGER

Le Journal de Michel Welter est un des documents historiques majeurs sur la Première Guerre mondiale au Luxembourg¹. Il est d'autant plus important que dans la mémoire collective luxembourgeoise, la Première Guerre mondiale est en retrait par rapport à la Deuxième et par conséquent assez mal connue. C'est un texte hybride, à mi-chemin entre le journal littéraire et le document politique, qui évoque le positionnement marginal et précaire d'un pays coincé entre les nations belligérantes.

Michel Welter et le contexte historique luxembourgeois

Pour bien situer le Luxembourg à la veille de la Première Guerre mondiale, il faut savoir que, depuis le Congrès de Vienne, le grand-duché est un État souverain et indépendant, membre de la Confédération germanique, en union personnelle avec les Pays-Bas. Cette décision de principe est renouvelée par la Conférence de Londres de 1839 à la suite de l'émergence du Royaume de Belgique auquel la majeure partie du grand-duché s'était ralliée pour se soustraire au roi des Pays-Bas qui traitait le Luxembourg comme son fief personnel. Depuis 1867, le Luxembourg bénéficie du statut de pays neutre. Cette neutralité non armée, liée au démantèlement de la forteresse, lui a été imposée par la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, réunies une nouvelle fois à Londres, à la suite de la tentative de Napoléon III d'acheter le grand-duché, une initiative qui a failli tourner à un affrontement armé franco-prussien.

1. *La Grande Guerre au Luxembourg. Le journal de Michel Welter. 3 août 1914-3 mars 1916.* Édition annotée et commentée par GOETZINGER (Germaine), Mersch, Centre national de littérature, 2015, 556 p. Le manuscrit du journal se trouve dans le fonds Michel Welter du Centre national de littérature. CNL L-367.



Michel Welter. Tableau : Ferdinand d'Huart.

Collection Roger Welter.

D'autre part, des liens solides rattachent le grand-duché à l'Allemagne. De 1815 à 1866, il adhère à la Confédération germanique et une garnison prussienne assure la défense de la forteresse (*Bundesfestung*). Du point de vue économique, le grand-duché rejoint en 1842 l'union douanière allemande (*Deutscher Zollverein*) et en restera membre jusqu'en 1919.

Voilà qu'à partir de 1890, l'union personnelle avec les Pays-Bas prend fin. Guillaume III des Pays-Bas étant mort sans postérité mâle, le grand-duché échoit à la maison de Nassau-Weilburg. Si ce changement s'avère bénéfique pour le Luxembourg avec le règne des souverains Adolphe et Guillaume IV, un problème majeur surgit quand ce dernier meurt sans laisser d'héritier mâle. En 1912, après une modification du pacte

familial de succession, sa fille aînée Marie-Adélaïde accède au trône. Elle n'a que 18 ans et se heurte relativement vite à la politique des libéraux et des socialistes alors au pouvoir. À peine est-elle en fonction qu'elle affiche des réserves vis-à-vis de la loi scolaire de 1912, qui rend la scolarité obligatoire et limite sensiblement l'influence de l'Église sur l'école.

Michel Welter² pour sa part est âgé de 55 ans lorsque la Première Guerre mondiale éclate et que le grand-duché de Luxembourg, en dépit de sa neutralité, est occupé par l'Allemagne. Originaire de Heiderscheid dans les Ardennes, où il est né dans une famille de journalistes, il a eu la chance de faire des études secondaires, suivies d'études de médecine en France et en Allemagne. En 1886, il s'installe comme médecin à Esch-sur-Alzette, en 1900 à Luxembourg.

Lors des élections générales de 1896, Michel Welter se présente une première fois, sans pour autant être élu. Sept mois plus tard, aux législatives partielles dans le canton d'Esch, il l'emporte sur le candidat clérical sortant.

2. MERSCH (Jules), « Le docteur Michel Welter et son Journal », dans *Biographie nationale*, 7, fasc. 14, 1966, p. 198-388.

Dès lors, il s'investit corps et âme dans tous les grands débats politiques : les assurances sociales, les logements ouvriers, les concessions minières, l'enseignement secondaire pour jeunes filles, le suffrage universel. Ses interventions à la Chambre sont vives, parfois violentes, mais toujours engagées dans la lutte pour les classes sociales les plus démunies. Étant donné qu'elles contiennent souvent une part de provocations à l'égard de ses adversaires politiques, Michel Welter se forge rapidement une réputation solide d'orateur irascible. En 1902, il est un des membres fondateurs du parti social-démocrate. Grâce à la réduction du cens électoral de 15 à 10 francs, le parti réussit à faire entrer cinq députés à la Chambre. La pratique de la médecine à Esch-sur-Alzette l'ayant sensibilisé aux problèmes que rencontrent les ouvriers de la sidérurgie, Welter s'engage pour une législation sociale durable qui se définira de fait par la création d'une assurance maladie pour les ouvriers (1901), d'une assurance contre les accidents du travail (1902), par la construction d'habitations à bon marché (1906) et par l'introduction d'une assurance vieillesse et invalidité (1911).

Si les cléricaux et les libéraux sont les adversaires politiques de Michel Welter au tournant du siècle, la situation change à partir de 1908 avec la formation du Bloc des gauches, une alliance de circonstance des députés sociaux-démocrates et libéraux dans le but d'écarter la droite agrarienne et cléricale du pouvoir.

Or, en 1916, le Bloc des gauches est sur le point de se désintégrer, les deux partis défendant des points de vue trop divergents sur des questions fondamentales que sont le suffrage universel, les concessions minières et le règne de la grande-duchesse. Pour la politique intérieure et la marche à suivre en vue d'assurer la stabilité du pays en temps de guerre, leur désaccord s'avère néfaste. C'est à ce moment que Michel Welter entre au gouvernement Victor Thorn en tant que directeur général de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce. Après un bref moment de joie, voire d'euphorie, il se voit confronté aux difficultés journalières et au défi énorme d'approvisionner en denrées alimentaires la population affamée. Il échoue. Il ne trouve de remède ni à la pénurie croissante des vivres, ni à l'augmentation des prix. Ses voyages fréquents à l'étranger, son audience auprès du pape, la livraison de vivres et de scories Thomas à l'Allemagne, et l'initiative malheureuse d'importer des chèvres depuis la Suisse finissent par contrarier la population. En 1916, les ouvriers s'organisent sur le plan syndical en *Berg- und Hüttenarbeiterverband* (syndicat des mineurs et des ouvriers d'usine) et en *Luxemburger Metallarbeiterverband* (syndicat des métallurgistes) et le 23 décembre 1916, une écrasante majorité lui retire la confiance.

Michel Welter prend alors la direction du service médical de l'établissement thermal de Mondorf-les-Bains. Deux ans plus tard, un incendie détruit l'immeuble central, dont le premier étage est habité par la famille Welter. Comme par miracle, le journal que nous venons d'éditer est sauvé. Seul le cahier IV porte des traces du feu.

Dans les turbulences révolutionnaires de 1918/19 qui aboutissent à l'abdication de Marie-Adélaïde et à l'avènement de sa sœur Charlotte, Welter

ne joue qu'un rôle secondaire. Il adhère certes à la cause républicaine et s'implique dans le Comité de salut public qui est sur le point de proclamer la république, mais face aux convoitises des voisins belges, français et allemands qui se présentent sous la forme d'un triple annexionnisme³, il refuse de se rallier à ceux qui luttent pour une annexion du Luxembourg à la France ou à la Belgique.

Aux élections de 1919, les premières qui se font sous le régime de la proportionnalité et du suffrage universel, Welter est largement devancé par Michel Schettlé, le président du syndicat des métallurgistes. Ce n'est qu'après la démission de Schettlé, qu'il rentre une dernière fois à la Chambre des députés. En 1922, les électeurs ne renouvellent plus son mandat. Michel Welter meurt le 22 avril 1924 à Mondorf-les-Bains.

Le journal et son contenu

Le journal de guerre de Michel Welter commence le 3 août 1914, le lendemain de l'occupation du grand-duché par les troupes allemandes. Il se termine le 3 mars 1916 quand la Bataille de Verdun bat son plein et que les Allemands sont sur le point de prendre le village de Douaumont. Pour Michel Welter qui, entretemps, a fait ses premières expériences en tant que ministre, le journal se termine par une réflexion sur la Bataille de Verdun qui, à son avis, prendra une mauvaise tournure pour les Allemands.

« Hier et hier soir, aujourd'hui et pendant toute la soirée, le tonnerre gronde incessamment. C'est certainement la bataille de Verdun qui dure toujours. Quelle que soit l'issue de cette bataille, on a le sentiment que de l'issue de cette bataille dépendra l'avenir. Je ne sais pas si je me trompe, mais j'ai le sentiment comme si la décision ne sera pas favorable aux Allemands. » (03.03.1916).

Le journal contient 263 entités journalières de longueur variable et se limite pour la plupart du temps strictement aux événements de la guerre, aux crises ministérielles et tractations politiques. Les faits de guerre sont relatés de manière très détaillée au début et plus sommairement par la suite. À partir du moment où les crises ministérielles se suivent à un rythme accéléré, les faits de guerre passent à l'arrière-plan pour faire place à la politique intérieure, aux négociations entre partis et aux affaires politiques.

Parmi les motivations qui ont poussé Welter à tenir un journal, il faut relever la peur de voir tomber dans l'oubli des événements décisifs pour le destin du grand-duché et la crainte de le voir disparaître comme État indépendant. Face à ce danger, Welter se sent obligé de documenter les faits qui auraient mené à une telle situation.

3. PAULY (Michel), *Geschichte Luxemburgs*, Beck'sche Reihe : 2732, München : Beck, C H., 2011, p. 82-84.

En lisant le journal de Welter, on apprend que les conséquences de l'occupation allemande sont considérables sur le plan de la vie publique⁴. Dans un pays où « coexistent et cohabitent deux pouvoirs »⁵, l'un allemand et militaire, l'autre luxembourgeois et civil, la population est soumise à un régime de surveillance et de restrictions. L'approvisionnement en denrées n'est plus garanti. Le trafic ferroviaire est perturbé. Les gares, les passages à niveau et les ponts sont occupés. La presse est muselée et le courrier est censuré. Pour tout déplacement à l'étranger, un visa est de rigueur et les passages aux postes-frontières sont compliqués. Les communications téléphoniques sont surveillées et, pour téléphoner, il faut se servir de la langue allemande. « C'est pourtant un comble, s'indigne Welter. Sommes-nous donc un pays conquis comme la Pologne ou l'Alsace-Lorraine, auquel le vainqueur impose sa langue et auquel il défend de parler sa langue maternelle ? » (24.08.1915). Pire encore, des citoyens luxembourgeois tels que Frantz Clément, Marcel Noppeney ou Aloyse Kayser sont arrêtés, déportés et emprisonnés en Allemagne. La population n'ose pas riposter. Elle doit suivre l'appel du ministre d'État de s'abstenir de toute action hostile envers l'occupant.

« Nous serions inexcusables si nous nous laissions aller à des manifestations hostiles à l'envahisseur de notre territoire. Les faits sont les faits et nous devons endurer la situation qui nous est faite. Elle est du reste beaucoup moins dure que celle faite aux Français et Belges du territoire occupé ! » (25.09.1915).

Cependant Welter ne cesse de répéter que les Allemands occupent le Luxembourg de manière illégitime et qu'ils ont violé le droit international.

« Les Allemands ayant envahi le pays contrairement à tous les principes de droit, contrairement aux traités internationaux et aux conventions entre notre pays et l'Allemagne, ne peuvent pas se baser sur aucun droit pour agir comme ils agissent avec nous. Ils ont la force, ils en usent, en abusent, mais ils n'exercent aucun droit légitime. » (08.07.1915).

Au gouvernement, Welter adresse le reproche de ne pas avoir l'autorité morale et le courage de protester énergiquement contre la violation de la constitution et des lois luxembourgeoises par les Allemands, qui « se gèrent en maîtres » dans le pays (13.05.1915). Au lieu de sauvegarder la dignité du pays, le gouvernement n'aurait pensé qu'à « extorquer à l'Allemagne les plus grosses

4. LIEB (Daniela), « “Unsägliche Mühe in einer trostlosen Zeit”. Luxemburger Alltag 1914-1918 » dans LIEB (Daniela), MARSON (Pierre), WEBER (Josiane), *Luxemburg und der erste Weltkrieg. Literaturgeschichte(n)*, Mersch, Centre national de littérature, 2014, p. 104-149.

5. TRAUSSCH (Gilbert), « Les deux occupations allemandes (1914-1918 et 1940-1944) en comparaison », dans *Et wor alles net esou einfach. Questions sur le Luxembourg et la Deuxième Guerre mondiale/Fragen an die Geschichte Luxemburgs im Zweiten Weltkrieg. Contributions historiques accompagnant l'exposition/Ein Lesebuch zur Ausstellung*, Luxembourg, Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg, p. 346-359.



L'honneur ou la vie. Carte postale vendue au profit des blessés de France.

Collection privée.

indemnités possibles pour les dommages occasionnés » par le passage des troupes allemandes (12.02.1915).

Néanmoins Welter reconnaît que les Luxembourgeois sont soumis à un sentiment d'impuissance. Leur statut de neutralité et leur manque de présence diplomatique dans le monde leur valent, sur le plan international, une grande précarité et un isolement, tandis que sur le plan national ils sont condamnés à l'inaction. « Nous sommes comme une petite oasis au milieu de cette Europe tourmentée ; nous entendons gronder l'orage, nous baissions la tête et nous attendons. » (18.02.1915). Mais il n'accepte pas que ce sentiment d'impuissance fasse place à un sentiment d'indifférence devant la tragédie qui a lieu sous leurs yeux et dont va émerger un monde nouveau.

« Plus tard quand ce monde nouveau sera né, alors on ne comprendra pas que nous, les contemporains, ayons assisté

pour ainsi dire indifférents et impassibles à ces luttes héroïques, que nous ayons continué à vaquer à nos occupations journalières comme si [de] rien n'était, que nous ayons pris plus d'intérêt à nos petites misères qu'à la grande épopée à nos frontières. » (14.12.1914).

La critique de Welter vise en premier lieu le ministre d'État Paul Eyschen⁶. C'est à Eyschen que revient le mérite d'avoir modernisé le Luxembourg au tournant du XIX^e au XX^e siècle. En 1914, Eyschen est à la tête du gouvernement depuis plus d'un quart de siècle. La majorité des Luxembourgeois le considèrent comme pro-allemand. Si Welter lui certifie un opportunisme réaliste à la hauteur

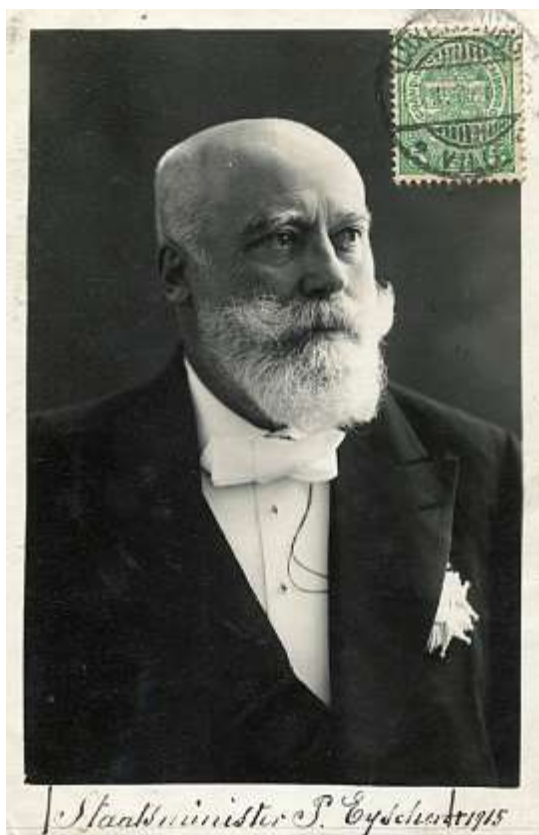
6. METZLER (Léon), « In Memoriam Paul Eyschen, homme d'État et jurisconsulte », dans *Biographie nationale*, 1, Fasc. 5, 1953, p. 169-234.

des incertitudes de la situation et reconnaît que son objectif est de garantir au Luxembourg la plus grande autonomie possible, il l'accuse non moins violemment d'inertie et d'irresponsabilité. Il lui reproche notamment de ne pas recourir à des pouvoirs extensifs et insinue qu'afin de se soustraire à ses responsabilités, Eyschen fasse participer les députés aux décisions. « J'étais d'avis qu'il fallait armer le Gouvernement et lui donner les délégations générales nécessaires pour qu'il n'ait pas besoin de recourir à chaque instant à la Chambre. » (26.01.1915).

Face à la pénurie de vivres et au refus des Français ainsi que des Anglais d'en livrer à un membre de l'union douanière allemande, Welter dénonce l'électoratisme d'Eyschen qui viserait à protéger les intérêts des agriculteurs, en leur permettant de s'enrichir sur le dos de la population. Eyschen

aurait dû faire des stocks en novembre 1914, à un moment où il était encore possible d'importer des denrées d'Allemagne. Il lui reproche d'avoir trop longtemps toléré l'exportation de vivres et refusé la fixation de prix maxima.

Par ailleurs Welter est convaincu que Eyschen est trop prévenant à l'égard des Allemands, qu'il suit une politique d'accommodement avec l'occupant⁷, qu'il essaie de minimiser les conflits pour éviter la panique, qu'il prend ses informations trop souvent dans le camp germanique et qu'en dépit de son amitié avec Léon Bourgeois, un adepte du solidarisme qui se veut une



Le ministre d'État Paul Eyschen. Carte postale.

Collection privée.

7. Scuto (Denis), « "Il subsiste un certain flou concernant les événements de l'époque". Paul Eyschen et la Première Guerre mondiale », dans MAJERUS (Benoît), ROEMER (Charel), THOMMES (Gianna) (éd.), 1914-1918. *Guerre(s) au Luxembourg – Krieg(e) in Luxemburg*, Luxembourg, capybarabooks, p. 17-31.



La grande-duchesse Marie-Adélaïde. Carte postale.
Collection privée.

synthèse entre libéralisme et socialisme, il a de meilleurs contacts à Berlin qu'à Paris et Londres.

Enfin, il est d'avis que le temps d'Eyschen est révolu, qu'il aurait dû se retirer quelques années auparavant. « Il faut qu'il cède le pouvoir à des mains plus vigoureuses. Par ces temps troublés, il ne suffit pas qu'on soit habile, mais il faut aussi qu'on ait de la poigne et qu'on ne tourne pas à tous les vents. » (02.11.1914).

Les accusations contre la grande-duchesse ne sont pas moins violentes. À l'âge de 20 ans, celle-ci se retrouve investie d'une haute responsabilité politique dans un monde masculin plus ou moins gérontocratique. Pour Paul Eyschen, la crise gouvernementale de 1915 est entre autres due au sexe de la jeune souveraine. Soulagé que le droit de vote ne soit pas encore accordé aux femmes, il confie à Michel Welter : « S'il est déjà si difficile de diriger cette seule tête de Grande-Duchesse, que doit-il en être si le gros lot des femmes entrent dans la vie

publique. » (25.02.1915). Bien qu'il soit plus jeune qu'Eyschen et qu'il défende le droit de vote des femmes, Welter ne peut pas non plus se soustraire entièrement aux jugements de son temps. Pour lui, Marie-Adélaïde est une « jeune personne mal élevée » (12.04.1915) qui ose regarder par la fenêtre quand Eyschen lui parle, qui frappe du poing sur la table et qui trépigne des pieds. Il ne peut pas imaginer qu'elle puisse être autonome dans ses décisions. Soit elle agira sous l'influence du clergé, de son confesseur ou de sa mère Marie-Anne de Bragance, soit ses décisions seront attribuées à son caractère difficile. Incapable de gouverner, sans expérience mais entêtée, elle est selon lui la prisonnière « des hommes noirs, des envahisseurs et des enfouisseurs de la liberté, des croque-morts des droits du peuple » (08.02.1916), qui n'ont d'autre intention que de l'instrumentaliser à leurs fins. Il craint en effet que les cléricaux ne veuillent profiter de la situation d'occupation pour renverser le gouvernement porté par le Bloc de gauche.

Sur deux points importants, Welter se retrouve en désaccord avec Marie-Adélaïde : son comportement envers les Allemands et sa manière de régner.

Si Michel Welter conçoit que, de par « sa lignée » (24.04.1915), elle est plus proche des princes allemands que du peuple luxembourgeois, il est d'avis qu'elle aurait dû s'abstenir de son comportement trop chaleureux envers les Allemands. Il n'accepte pas que dans un mouvement d'opportunisme diplomatique et de complicité avec Eyschen, elle reçoive l'empereur dans son Palais et s'assure la protection de Guillaume II pour sauver son trône. La perspective de finir comme *Bundesstaat* au sein de l'empire allemand, et non en *Reichsland* comme l'Alsace-Lorraine, avec Marie-Adélaïde comme *Bundesfürstin*, image chère à maints journaux allemands, ne trouve pas l'approbation de Welter.

Si Marie-Adélaïde et Eyschen obtiennent que les Luxembourgeois ne soient pas mêlés aux opérations militaires proprement dites, le prix à payer pour cette protection est cher. Comparé à la Belgique, le Luxembourg se présente de façon plutôt pitoyable. D'un côté, un pays héroïque, un pays martyr, de l'autre un pays qui n'accomplit pas son devoir de résistance, qui ne cherche que son avantage. Aux yeux de Welter, le Luxembourg perd sa dignité et les risques pour son indépendance s'accroîtront dans le cas d'une victoire des Alliés. Les relations avec la France et le Royaume-Uni souffrent de ce conformisme, de même que la relation entre la monarchie et le peuple. Une grande-duchesse qui n'a pas su s'assurer la sympathie de ses compatriotes, qui a brusqué la population par son opposition à la loi scolaire de 1912, qui reçoit Guillaume II et ses fils au palais grand-ducal, perd le peu de popularité qu'elle a et il en résulte un véritable clivage entre la souveraine et son peuple.

Le deuxième point de discorde concerne la politique intérieure. Comme Eyschen ne réussit pas à diriger Marie-Adélaïde et que, contrairement aux grands-ducs Adolphe et Guillaume IV, elle ne se conforme pas aux décisions gouvernementales, la confrontation avec le gouvernement est quasiment programmée. La crise est déclenchée par les hésitations de Marie-Adélaïde à signer la loi scolaire de 1912. Elle se poursuit avec l'affaire des bourgmestres, quand Marie-Adélaïde refuse de nommer les bourgmestres de gauche à Differdange (Émile Mark), à Hollerich (Arthur Daubenfeld) et à Luxembourg (Luc Housse), ce qui amène le directeur général de l'Intérieur Pierre Braun à démissionner. Welter reproche à Eyschen et à Marie-Adélaïde d'avoir sacrifié aux cléricaux un des hommes politiques les plus honnêtes. « C'est ainsi que Braun a avalé toutes les avanies, toutes les vilénies, tous les affronts, jusqu'à ce qu'il n'en pouvait plus. » (23.02.1915).

La réforme de l'École normale, appelée à mettre en pratique la loi scolaire, constitue une nouvelle pomme de discorde, ainsi que la nomination d'Édouard Oster comme directeur de cette institution. Le refus de Marie-Adélaïde de nommer son ancien précepteur et son souhait de voir l'École normale dirigée par un homme d'Église sont condamnés vivement par Welter. À ses yeux, elle est entre les mains du clergé et il l'accuse d'abuser de son pouvoir en instaurant le régime personnel.

Voilà qu'à l'apogée de la crise, Marie-Adélaïde nomme avec Hubert Loutsch, un gouvernement qui ne détient pas de majorité au parlement. Le conflit ne jouant plus entre la souveraine et son gouvernement, il se déplace

vers une confrontation avec la Chambre. La conséquence logique est la dissolution de celle-ci. Or les élections de décembre 1915 ne résolvent rien pour les cléricaux, comme elles ne donnent pas la majorité espérée au gouvernement Loutsch. Il est renversé le 11 janvier 1916 avec 26 voix contre 25. Enfin, un gouvernement d'union nationale, comparable au *Burgfrieden* allemand et à l'Union sacrée française, met une trêve temporaire aux querelles intestines pour s'attaquer aux problèmes vitaux du pays. Michel Welter, entendu par Marie-Adélaïde en ses propositions, collabore selon le souhait de celle-ci à la formation d'un gouvernement de coalition.

Les relations franco-luxembourgeoises

Bien que Michel Welter sache que bon nombre d'industriels, beaucoup de prêtres et quelques rentiers ayant des titres allemands au portefeuille ont des sympathies pour les Allemands, il reste persuadé que la majorité des Luxembourgeois sont francophiles. Lui-même ne fréquente pas le Café Royal ou le *Hofbräu* qui sont le rendez-vous des germanophiles. « Mais pour nous, Luxembourgeois qui sommes avant tout Luxembourgeois et qui pour le reste avons des sympathies françaises, la société de ces germanophiles ne nous convenait guère. » (03.03.1915). Avec l'avancement de la guerre, les relations avec les Allemands vont de mal en pis. Ceux-ci n'ont pas pu transformer l'antipathie des Luxembourgeois en sympathie de sorte que les Luxembourgeois les évitent et réduisent au minimum toute relation, qu'elle soit commerciale ou amicale. « Cela provient de ce que ces étrangers, qui ont toujours fait montre d'une certaine bonhomie, se sont démasqués et ont prouvé que sous le masque de la bonhomie, se cachait le Prussien tel que nous le connaissions toujours. » (13.10.1914). Selon Welter, les Luxembourgeois ont horreur du régime d'autoritarisme et de militarisme qui règne en Allemagne et qui, en cas de victoire allemande, ferait apparition également au Luxembourg. « C'est le sabre qui règne en toute omnipotence. » (13.11.1914).

Comme les Luxembourgeois aiment manifester leurs sympathies pour les Français, et ne serait-ce qu'en chantant la Marseillaise ou en donnant des soins particulièrement attentifs aux blessés français, l'ambassadeur allemand Wilhelm von Buch intervient à plusieurs reprises auprès de Paul Eyschen, afin qu'il prenne des mesures « pour obvier à ces inconvénients ». (10.10.1914). Défendre aux Luxembourgeois de prendre fait et cause pour les Français provoque la colère de Welter.

« C'est que nous ne vivons plus sous le régime du droit et de la liberté, mais nous subissons la force de l'occupant et notre liberté se trouve entravée par les chaînes dont on nous menace et dont on enchaîne nos libertés qui n'existent que pour autant qu'elles ne portent pas ombrage à l'armée des envahisseurs ! » (11.10.1914).

Même son de cloche anti-luxembourgeois dans la presse allemande de Trèves. La *Trierische Landeszeitung* s'attaque dans une série d'articles au grand

nombre de Luxembourgeois engagés dans l'armée française et invite le peuple luxembourgeois, qu'elle considère comme une tribu germanique, malheureusement *entartet* (dégénérée) et tributaire d'une *Verwelschung* (gallicisation) complètement assumée, à développer enfin un esprit germanophile correspondant à ses origines (TLZ 02.07.1915). L'article qui se présente comme une anticipation de la *Volkstumspolitik* (politique de nationalisme ethnique) national-socialiste est repris par d'autres journaux allemands, qui qualifient les Luxembourgeois de traîtres de la grande cause allemande.

Du côté français les reproches ne sont pas moindres. D'après Welter, le gouvernement français en voulait à Eyschen d'avoir renvoyé l'ambassadeur français à Luxembourg dès l'apparition des armées allemandes. En effet, sur demande de Wilhelm von Buch, Eyschen avait au cours de la matinée du 4 août signifié à Armand Mollard que le général Fuchs ne tolérait plus sa présence à Luxembourg et l'avait prié de regagner la France. Mollard partit sur-le-champ par Arlon sans même prendre congé de la grande-duchesse.

À celle-ci les Français reprochaient d'évoluer dans un entourage exclusivement allemand et d'avoir trop chaleureusement accueilli l'envahisseur. Quant au gouvernement luxembourgeois, on le blâme d'avoir accepté des indemnités pour les dommages occasionnés par les troupes allemandes. En plus, les autorités luxembourgeoises n'auraient pas protesté quand les Allemands bombardaient Longwy depuis le *Roden Haff* en territoire luxembourgeois.

Enfin, la France en voulait au grand-duché parce que, même si cela n'est pas défendu par la Conférence de La Haye, les grandes usines du bassin minier pourvoient les Allemands en fonte et en poutrelles et parce que les fabricants tels Duchscherer de Wecker ou Pondrom de Merl fournissaient des munitions et des obus aux Allemands.

La France n'est donc nullement disposée à venir en aide au grand-duché. Non seulement elle fait bombarder la gare de Luxembourg et les aciéries du bassin minier, mais elle prépare un accueil glacial à Henri Vannérus que Eyschen avait envoyé à Paris pour obtenir de la France l'accord pour importer des vivres des États-Unis.



L'ambassadeur français Armand Mollard. Dessin : Pierre Blanc.

Fonds Nik Welter CNL L-44.

L'intérêt historique du Journal de Welter

Le Journal de Michel Welter est une source remarquable pour comprendre l'histoire du grand-duché de Luxembourg du début du xx^e siècle. Il permet de jeter une lumière complémentaire non seulement sur la Grande Guerre, mais aussi sur deux figures restées jusqu'ici assez énigmatiques, en l'occurrence Paul Eyschen et Marie-Adélaïde.

Une lecture qui consiste à suivre le fil narratif tissé par Michel Welter, tout en empruntant une posture épistémologique inspirée par les *Cultural Studies*, élargit le champ des références et constitue en même temps un contre-poids par rapport à une histoire académique excessivement « désincarnée »⁸. Elle permet en effet d'entrevoir les trajectoires, les émotions, les façons de réagir, les pratiques d'un individu dans ses champs sociaux et relationnels.

Tout en ressentant les crises des internationalismes, Welter marque sa distance par rapport au nationalisme et devient capable de considérer les événements dans des perspectives décidément transnationales. Il s'interroge sur le rôle du Luxembourg dans une situation géopolitique changeante ; il montre les contacts de Paul Eyschen avec les milieux politiques français, notamment avec Léon Bourgeois ; il éclaire les liens du cléralisme luxembourgeois avec l'ultramontanisme allemand et le catholicisme belge ; il révèle ses relations avec l'Internationale socialiste après l'effet délétère du conflit des nations ; il décrit les interactions des décideurs politiques luxembourgeois avec l'occupant et il documente la naissance de la diplomatie luxembourgeoise et le fonctionnement de l'État dans un contexte qui dépend de plus en plus d'informations et de renseignements provenant de l'étranger.

Si l'on tient compte de l'évolution politique et historique par rapport à la longue durée, le journal de Welter met en lumière deux processus complexes. Le premier est le changement du système politique en relation avec la participation citoyenne. En attendant le suffrage universel, le zénith de la démocratisation pour Welter est l'abaissement du cens, qui permet aux premiers députés de gauche d'accéder à la Chambre. En second lieu, le journal met en évidence les liens souterrains entre la Première et la Deuxième Guerre mondiale. Quoique ne couvrant même pas deux ans, les réflexions de Welter laissent entrevoir la vision d'une nouvelle guerre de Trente Ans⁹. Elle montre comment les constellations actives et visibles à un certain moment n'émergent qu'après une transformation culturelle lente. Dans cette perspective, la Seconde Guerre mondiale apparaît comme préfigurée par la Première. Welter est donc un témoin incontournable d'une époque dont la signification reste à explorer. ■

8. AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 23.

9. MAYER (Arno Joseph), *La "solution finale" dans l'histoire*, Découverte/Poche, Sciences humaines et sociales 121, Paris, La Découverte & Syros, 2002.